

COMMISSION INTERRÉGIONALE D'AGRÈMENT ET DE CONTRÔLE SUD

Extrait individuel de la décision
n°AGS-S-2015-11-05-A-00125024
portant délivrance d'un agrément associé

Monsieur Cédric BONETTO
Place du 14 Juillet
CCAS
13530 TRETTS

La Commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud,
Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure ;
Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité, modifié ;
Vu la demande présentée le 13/04/2015, par Monsieur Cédric BONETTO, né(e) le 01/12/1981 à MARSEILLE, en vue d'obtenir un agrément associé ;
Considérant qu'il résulte de l'enquête administrative que le demandeur n'a pas eu un comportement ou des agissements contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ou de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens, à la sécurité publique ou à la sûreté de l'Etat et incompatibles avec l'exercice d'activités privées de sécurité ;

DECIDE

Article 1 : Un agrément associé comportant le numéro **AGS-013-2114-11-05-20150213747** est délivré à Monsieur Cédric BONETTO, né(e) le 01/12/1981 à MARSEILLE.

Article 2 : Le présent agrément associé est valable 99 ans, du 05/11/2015 au 05/11/2114.

Article 3 : En application des articles L612-16 et L612-17 du code de la sécurité intérieure, le présent agrément peut être retiré ou suspendu à tout moment si les conditions initiales de sa délivrance ne sont plus remplies.

Fait à Marseille, le 06/11/2015

Pour la Commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud
Le Président

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de la Commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud ;
- soit par voie de recours administratif préalable obligatoire formé auprès de la Commission nationale d'agrément et de contrôle sise 2-4-6 boulevard Poissonnière – 75 009 PARIS.
Ce recours est obligatoire avant tout recours contentieux. La Commission nationale procédera au réexamen de la décision sur le fondement de la situation de fait et de droit applicable à la date de sa décision

Vous pourrez exercer un recours contentieux auprès du tribunal administratif du lieu de votre résidence dans les deux mois à compter soit de la réponse de la Commission nationale d'agrément et de contrôle, soit de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence de la Commission nationale d'agrément et de contrôle pendant deux mois.